



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Défendre ses droits et ceux de ses collègues n'est pas un crime !

Bulletin du NPA Poste - 19 juin 2019



Dimanche 16 juin, à 6 heures du matin, un syndicaliste de La Poste des Hauts de Seine, Gaël Quirante, a été réveillé par la police chez lui. Il a été emmené au commissariat et placé en garde à vue pour plus de 24 heures. Deux autres personnes ont été interpellées dans les mêmes conditions.

Gaël est représentant syndical dans ce département où une grève dure depuis près de 15 mois contre les réorganisations et les suppressions d'emplois.

Une arrestation pour casser la lutte

Après des semaines de négociations, et alors que les 150 grévistes ont depuis plus d'un an des paies à zéro euro, un protocole de fin de conflit était sur le point d'être signé. Mais la direction de l'entreprise refuse toujours de garantir qu'aucune sanction ne sera prononcée pour les grévistes et elle refuse de reporter significativement les prochaines réorganisations sur les bureaux les plus touchés par la grève. Elle a même menacé de retirer les avancées précédemment obtenues.

Accepter ces dernières conditions ne coûterait rien à cette entreprise, dont le chiffre d'affaires est de plus de 24 millions d'euros ! Elle préfère au contraire dépenser de l'argent pour faire durer le conflit, en embauchant des intérimaires et en payant cher des vigiles et des huissiers. Pour La Poste il s'agit de dissuader ceux et celles qui osent se battre pour leurs droits. Vendredi 14 juin, avec une centaine de grévistes et de leurs soutiens, Gaël a participé à une occupation du siège national de La Poste. Au lieu d'envoyer un interlocuteur pour rouvrir les négociations, la direction a préféré appeler la police pour déloger les grévistes.

Résultat, Gaël a donc été arrêté pour « dégradation » du matériel postal... **Alors même que sur des vidéos visibles sur les réseaux sociaux, on voit bien que c'est la police qui a cassé une porte à coups de bélier et de masse.** L'occupation était pacifique et sans dégradation. Et qui dégrade le service public postal,

sinon l'entreprise qui ferme 500 bureaux par an et a supprimé 100 000 emplois en dix ans ? Qui devrait se faire arrêter, sinon les dirigeants d'une boîte dont les méthodes managériales poussent parfois les travailleurs et les travailleuses au pire ?

Enfin, après plus de 24 heures de garde à vue, les accusations ont changé : Gaël s'est vu reprocher une « violation de domicile », alors que la justice reconnaît pourtant que l'occupation d'un siège est un mode d'action normal dans un conflit social. Il est finalement ressorti sans poursuite connue à cette heure, preuve que cette garde à vue était totalement injustifiée. Il est évident qu'il s'agit d'un prétexte pour mettre des bâtons dans les roues de la grève. C'est pour cela qu'ont aussi été arrêtés une militante du comité de soutien aux grévistes et un journaliste indépendant, qui avait filmé pendant l'occupation du siège. Manifestement, non seulement il ne fait pas bon contester le patronat, mais il ne faudrait même pas soutenir ou montrer ceux et celles qui le font !

Une opération contre-productive

Ces arrestations ont provoqué une immense indignation parmi les postier-e-s et bien au-delà. Des rassemblements ont eu lieu devant les commissariats jusqu'à la fin des garde à vue et c'est sous les acclamations de leurs camarades que les réprimés sont sortis.

À la SNCF, dans la santé, dans l'Éducation, dans les manifestations des gilets jaunes... ce sont des milliers de personnes qui font face à la répression du patronat et du gouvernement. Il serait grand temps que toutes et tous s'unissent pour riposter ensemble, tout comme il est urgent que l'ensemble du monde du travail se mobilise pour mettre fin aux attaques et défendre enfin les droits de la grande majorité de la population.

Si les dirigeants répriment, c'est qu'ils ont peur. À nous de leur en donner d'autres raisons. Si nous sommes des millions mobilisés, ils ne pourront rien contre nous !



Soutien aux 5 de Miélan !

Ce lundi, Agnès, Anne-Marie, Nathalie, Fabienne, et Patricia, factrices à Miélan, dans le Gers, ont entamé leur 4^{ème} semaine de grève reconductible. Les 5 postières se battent pour la réinjection d'emplois sur leur bureau. En effet, au fil des différentes réorganisations, qui ont lieu en moyenne tous les deux ou trois ans, des postes ont été supprimés. La dernière réorg en date a encore supprimé un poste et demi, c'est-à-dire pour un bureau de cette taille, 25% des effectifs !

Les factrices ont d'abord demandé un poste en plus, ce qu'a refusé la direction. Elles ont alors essayé de trouver un compromis, et ont demandé un renfort sur deux ans, avec bilan ensuite : nouveau refus de la direction ! Mais c'était sans compter la détermination des cinq collègues, qui ont compris que ce n'était qu'en se battant et en étant déterminés qu'il était possible d'obtenir des avancées, face à un patronat toujours plus arrogant et méprisant !

Montée des postiers et postières d'Occitanie à Albi

Lundi 17 juin, SUD et la CGT appelaient à la grève sur le département de l'Aveyron. Un nouveau foyer de grève qui s'ouvre, alors que toute la région Occitanie est touchée par des grèves postales depuis plusieurs semaines. La plus emblématique est évidemment celle autour de Montauban et Négrepelisse, qui entre dans sa quatrième semaine. La CGT avait donc appelé à un rassemblement à Albi, avec un appel à une montée des postiers et postières du Tarn, de l'Aveyron, du Tarn et Garonne, dans le but de faire converger ces différentes luttes. Et comme les profs étaient le même jour en grève pour protester contre les réformes Blanquer qui détruisent l'école et le bac, postiers, postières, enseignants et enseignantes ont défilé côte à côte. Un bel exemple de convergence ! Les grévistes de l'Aveyron ont reconduit la grève le lendemain.

Grève des travailleurs sans-papiers de Chronopost !

Le 11 juin, les travailleurs sans-papiers du centre

Chronopost d'Alfortville ont entamé une grève reconductible pour exiger leur régularisation. Chronopost se cache derrière le fait que ce serait un sous-traitant qui emploie ces travailleurs pour se défaire de toute responsabilité. Totalement hypocrite, car il s'agit bien d'un système organisé de sous-traitance, organisé en conséquence, pour pouvoir mieux exploiter les travailleurs et travailleuses.

Mardi dernier, alors qu'une manifestation de solidarité était organisée, Chronopost a mis des chaînes aux grilles du centre et a fait intervenir la police, qui décidément est bien la milice privée de Philippe Wahl. Résultat : gazage, matraquage, et violences. Le journaliste Taha Bouhafs, qui couvrait la manifestation, ainsi qu'un militant de la coordination des sans-papiers, ont même été interpellés et placés en garde-à-vue ! Mais cela n'entame pas la détermination des travailleurs et travailleuses sans-papiers. La mobilisation continue, et nous sommes pleinement solidaires de cette lutte !

Soutenons la grève des postier-e-s des Hauts de Seine !

Comme chaque semaine, les postier-e-s en grève du 92 organisent une fête de soutien samedi soir à Paris, sur les quais de Seine, au 2 quai Saint Bernard, métro Jussieu. C'est l'occasion de rencontrer les grévistes du 92 dans une ambiance fraternelle, de débattre et d'échanger sur les luttes en cours et les possibilités de résister aux multiples attaques que nous subissons. Tous les bénéficiaires sur les boissons et les collations alimentent évidemment la caisse de grève, mais pour celles et ceux qui ne sont pas disponibles, il y a aussi moyen de verser à la caisse de grève en ligne, sur internet : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>. On peut aussi faire un virement sur le compte SUD POSTE HAUTS DE SEINE : IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214 ou envoyer un chèque à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos en écrivant à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombes



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste